

les électeurs canadiens s'en souviendront quand ils iront voter, en 1978.

Voyons le cas des gouvernements provinciaux. Naturellement, c'est le gouvernement de l'Ontario que je connais le mieux. Il n'est guère mieux. Si l'on considère ses tentatives en vue d'aider et de développer les transports en commun, nous constatons que ses politiques sont aussi un beau gâchis. Le gouvernement de l'Ontario, un gouvernement conservateur, dépense des millions de dollars pour un projet expérimental à Toronto, un système de transport moderne à sustentation magnétique. Le projet a avorté. Après avoir dépensé des millions, le projet s'est révélé irréalisable. Après des années d'attente, rien n'a encore été fait pour mettre à la disposition des travailleurs ontariens de nouveaux services de transport en commun. Ils sont encore tributaires de l'automobile. Ce sont eux, bien sûr, qui seront frappés par la taxe sur l'essence, à l'échelon provincial et à l'échelon fédéral. Une intéressante étude effectuée en 1974 par l'Ontario Motor League a fait voir que l'automobiliste ontarien paie 120 p. 100 du coût total des routes existant en Ontario.

● (1610)

Par ce bill, le gouvernement libéral impose à l'automobiliste de l'Ontario une taxe additionnelle de 10 cents le gallon sur l'essence qu'il consomme. Elle frappe tout le monde dans la province, mais davantage les gens du nord de l'Ontario que ceux du sud, car nous, du nord, devons payer notre essence plus cher. Le prix d'un gallon d'essence régulière dans le nord de l'Ontario varie de 75 cents à 85 cents, et c'est pourquoi ce genre de mesure nous frappe encore plus durement.

Quand on l'ajoute à la taxe provinciale de 19 cents le gallon, la taxe fédérale de 10 cents le gallon représente en fait un fardeau injuste pour les automobilistes. J'aimerais donner à la Chambre un exemple, monsieur l'Orateur, de ce qu'il en coûte pour conduire une auto en Ontario. Avant l'imposition de cette taxe annoncée dans le budget du 23 juin du ministre des Finances, l'automobiliste de l'Ontario devait payer une taxe provinciale sur l'essence de 19 cents le gallon. Si un automobiliste conduit 10,000 milles par année, à 20 milles au gallon, il consomme en moyenne 500 gallon d'essence par année. Avant le budget, la taxe provinciale sur l'essence lui aurait coûté \$95 par année. Quand on y ajoute la taxe fédérale de 10 cents le gallon, il paie \$145 par année, une augmentation de 53 p. 100.

Si ce n'est pas de la discrimination, monsieur l'Orateur, si ce n'est pas contrecarrer les efforts des gens ordinaires pour prendre le dessus sur l'inflation au pays, alors je ne sais pas ce que c'est. Prenez encore l'exemple de l'automobiliste qui a une grosse famille et qui doit se déplacer en familiale. Supposons qu'il parcourt 15,000 milles par année à seulement 15 milles au gallon. Avant le budget, il devait payer \$190 en taxe provinciale sur l'essence en Ontario; il va maintenant payer \$290 par année, soit une augmentation de \$100.

Que veut dire le gouvernement quand il prétend essayer sérieusement de combattre l'inflation? Un libéral de l'arrière-ban ou le ministre lui-même peuvent-ils m'expliquer comment cette mesure, qui frappe le gros des consommateurs canadiens dont le revenu est faible ou moyen, combat vraiment l'inflation et aide les travailleurs ordinaires à affronter la hausse du coût de la vie? Cet argument est indéfendable, et les libéraux le savent. Ils espèrent que la Chambre ajournera bientôt pour ne pas avoir à subir les critiques que nous leur adressons au nom de la population canadienne.

Taxe d'accise—Loi

Par quels autres arguments peu brillants les libéraux essaient-ils de justifier cette hausse de la taxe sur l'essence? On nous dit qu'il faut se féliciter de ne pas payer l'essence \$1 ou \$1.25 le gallon, comme en Europe. C'est là une comparaison ridicule. Comment peut-on comparer les pays européens, qui n'ont pas une goutte de pétrole dans leur sous-sol, à un pays comme le Canada, qui est l'un des mieux dotés du monde avec les sables bitumineux de l'Athabasca, qui contiennent plus d'hydrocarbures que tous les gisements du Moyen-Orient? Il est donc ridicule de dire aux Canadiens de se féliciter de payer l'essence 70 ou 80c. le gallon.

Le gouvernement recourt à des arguments de ce genre parce qu'il n'a pas de politique énergétique. C'est ce qui explique que les sociétés pétrolières multinationales, qui contrôlent 90 p. 100 de notre industrie pétrolière, puissent faire monter nos prix au niveau des cours mondiaux, bien que nous soyons l'un des pays les plus riches en pétrole du monde. Après des années de gabegie, le gouvernement libéral nous a contraints de payer le pétrole et l'essence aux prix les plus élevés d'Amérique du Nord. Les comparaisons de ce genre sont dépourvues de sens et ne méritent pas qu'on les réfute davantage.

Le ministre a invoqué un autre argument. Il nous dit que nous consommons trop d'énergie, que nos réserves de pétrole sont à peine suffisantes. Rien d'étonnants, puisque le gouvernement permet aux multinationales d'exporter depuis quelques années la moitié de notre production journalière de pétrole. Maintenant que nous en avons de moins en moins, le ministre nous dit d'économiser l'énergie. Comment peut-on raisonner ainsi? Il y a quelques années, au début de 1973 plus précisément, le pétrole se vendait ici \$2.90 le baril, il est aujourd'hui à \$6.50 le baril, et le 15 août il passera à \$8. Cette montée en flèche, a-t-elle fait baisser la consommation de pétrole? Pas le moins du monde. La demande a continué d'augmenter d'une année sur l'autre, malgré la hausse des prix.

Le fait est que les Canadiens n'ont pas plus le choix de ne pas consommer d'énergie. Ils doivent quand même chauffer leur maison en hiver au mazout ou au gaz naturel, en dépit du fait que les prix du fuel et du gaz augmentent. S'ils n'ont pas d'autres moyens de se rendre au travail qu'en automobile, ils doivent alors payer l'essence à gros prix. L'argument selon lequel le supplément de 10c. le gallon ralentira en quelque sorte la consommation d'essence est tout à fait erroné. Le ministre ne devrait pas essayer de brouiller les choses en soutenant la thèse de l'économie pour justifier cette horripante taxe de 10 c. le gallon.

J'en viens maintenant au véritable motif de cette hausse, monsieur l'Orateur, soit que le ministre des Finances cherche désespérément de nouveaux revenus. Il a besoin d'argent pour indemniser l'Est qui doit importer du pétrole qui coûte plus cher parce que le Canada n'a pas d'oléoduc qui fournirait aux Maritimes et au Québec du pétrole à \$6.50 le baril. Voyant nos réserves s'épuiser, nous avons diminué nos exportations. Cela veut dire que les revenus provenant de la taxe à l'exportation baissent et que le ministre est à la recherche de nouveaux fonds pour continuer à verser les indemnités. Celles-ci, bien sûr, vont aux sociétés plurinationales mêmes qui nous ont jetées dans le pétrin de la pénurie et de l'escalade des coûts.